Lutte contre le racisme et l'antisémitisme au rectorat de Lyon : des paroles… sans les actes ?

Alors que le président de la République a annoncé lors de ses vœux du 31 décembre 2014 qu'il faisait de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme la *"grande cause nationale"* de l'année 2015, force est de constater qu'au rectorat de Lyon, les paroles ne sont guère suivies d'effet !

Dans le public : une reconnaissance difficile des faits

Il a fallu cinq jours de grève et une mobilisation importante devant le rectorat pour que celui-ci daigne enfin reconnaître explicitement le caractère raciste et antisémite du harcèlement subi par une collègue contractuelle. Cela après que le chef d'établissement ait minimisé les faits, parlé de "ressenti" et mis en cause la victime (voir notre communiqué du 26 mai 2015).

Le rectorat de Lyon et l'antisémitisme : Christina Eisenberg, un cas d'école !

Dans le privé sous contrat, les enseignants, pourtant agents publics, attendent toujours.
Christina Eisenberg a subi pendant des années une situation de discrimination et d'antisémitisme après avoir dénoncé des propos racistes tenus en salle des profs.
Ces persécutions, reconnues et condamnées par la justice, lui ont occasionné une grande souffrance psychologique qui a dégradé son état de santé.
Or, le rectorat de Lyon, plutôt que de protéger cette enseignante agent de l'État, a aggravé sa situation en refusant de reconnaître l'imputabilité au service de cet accident de travail, malgré huit expertises allant toutes dans ce sens ! Cela a entraîné, pour elle, un grave préjudice financier (plus de 150 000 €), et un préjudice moral considérable : Madame Eisenberg, placée en retraite d'office, survit aujourd'hui avec 449 € par mois !

Lutter plutôt que minimiser, voire aggraver les choses !

Le rectorat de Lyon doit **AGIR** pour faire de la lutte contre l'antisémitisme et le racisme une réalité concrète : en protégeant toutes les victimes, en réparant les préjudices subis et en rétablissant la dignité atteinte des victimes !

Montreuil, le 3 juin 2015

CGT Éduc'action - case 549 / **CGT Enseignement privé** – case 544
263 rue de Paris – 93515 Montreuil cedex

Contact presse : Samuel Delor 06 22 96 8165